

Révolutionner la société, pourquoi et comment ?

Inventer des alternatives dans le champ politique

jeudi 12 mars 2009, par [VERGNE Francis](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2008).

Sommaire

- [Avant propos](#)
- [D'hier à aujourd'hui. Continui](#)
- [D'aujourd'hui à demain. \(...\)](#)
- [En guise de conclusion proviso](#)

Avant propos

Aller au devant de la vie

D'hier à aujourd'hui

Continuités et ruptures.

Leçons du siècle dernier

Question du pouvoir et mise en question du pouvoir.

Renouer les fils rouges et noirs de l'auto émancipation.

D'aujourd'hui à demain

Résister et rassembler pour inventer ensemble des alternatives.

De la résistible ascension du néolibéralisme à la crise systémique du capitalisme.

Faire converger les résistances.

Ici et maintenant construire des alternatives.

Une représentation politique des exploités et des dominés porteuse d'un projet élaboré collectivement.

Inventer de nouvelles formes de production et d'appropriation collectives.

Construire des espaces publics autonomes et autogérés.

Du pouvoir politique comme question ouverte.

Avant propos

Aller au devant de la vie

Les raisons qui poussent à s'engager dans la construction d'un nouveau parti anticapitaliste sont fortes et sont nombreuses. L'accélération de la crise du système et l'ampleur prévisible de ses conséquences sociales ne peuvent que les conforter. La représentation et l'intervention indépendantes et autonomes d'un salariat - désormais sociologiquement majoritaire - dans le champ politique est probablement l'un des enjeux essentiels de la période. S'il n'est pas de voie royale pour y parvenir, il ne fait guère de doute qu'aucun des partis - ou mouvement - constitué dans le champ politique national - voire européen - n'apparaît aujourd'hui comme un instrument adéquat pour travailler sérieusement à cet objectif. C'est évident en ce qui concerne la galaxie d'une gauche institutionnelle - le PS et ses satellites - qui a abdiqué toute volonté de changer le monde et les règles du jeu capitaliste. Mais cela l'est tout autant de l'archipel d'une « gauche de gauche » divisée et impuissante oscillant entre suivisme à l'égard du mouvement social et sectarisme. D'une certaine façon nous voilà condamnés à faire du neuf et à inventer.

Les chemins qui peuvent conduire à l'invention d'un nouveau parti anticapitaliste sont multiples. Cette diversité, au fond déjà présente dans la LCR, prend aujourd'hui une dimension nouvelle. Elle invite au débat mais aussi à la clarification des objectifs et à la discussion sur les moyens de les atteindre.

Ce texte s'adresse à tous ceux, militants ou non de partis constitués, qui à un titre ou un autre, veulent réfléchir au processus constituant de ce nouveau parti. Il ne prétend pas présenter des analyses et des propositions participant de façon directe aux débats fondateurs. Il propose plutôt de s'expliquer sur les problématiques politiques et stratégiques générales que nous aurons à aborder à l'occasion de ce qui sera un nouveau départ pour certains et une création commune pour tous.

Ce regard nourri par un cheminement personnel et un passé militant de quelques décennies revendique sa part de subjectivité et de jugements assumés. Ils sont au carrefour d'histoires à la fois singulières et collectives, de rencontres et d'expériences qui composent un certain héritage mais aussi de réflexions et d'hypothèses stratégiques. Comme souvent en politique il s'agira donc de tracer les lignes de démarcation au moins provisoires entre ce qu'il semble judicieux de garder, de faire vivre et de stimuler au sein de ce nouveau parti et ce qu'il convient raisonnablement de relativiser, de penser ou de nommer autrement voire d'abandonner. Ayant convenu que nous ne voulons pas reproduire à l'identique, ce sera là une modeste contribution à la production de nouveautés.

Précisons d'emblée que le but n'est pas de faire un inventaire complet avant succession avec l'intention de régler des comptes. Il s'agit plutôt d'essayer de voir clair avant d'entreprendre. Nous voulons le faire sans rancœur mais sans naïveté, sans sectarisme mais sans complaisance, sans rechercher de façon compulsive dans les arcanes du passé récent ou plus ancien les occasions manquées et les erreurs voire les fautes mais sans concession sur les principes. Avant nous René Char rappelait utilement que la lucidité est souvent aussi une blessure...

Mais plus que de passé - utile à revisiter pour qu'il n'encombre pas le présent mais au contraire l'éclaire à bon escient- c'est d'avenir qu'il sera question. En cela nous prenons au sérieux l'idée même de nouveau parti, expression dans laquelle chacun a pu remarquer qu'il y a bien deux termes. Si nouveautés il doit donc y avoir autant essayer d'en indiquer d'emblée le sens et la portée.

Chacun gagne à soumettre à la critique les habitudes et les pesanteurs de sa pensée. Cela vaut pour tous et pour chacun. Radicaux, nous proposons donc de prendre les choses à la racine et retournerons volontiers la rhétorique libérale de la rigueur et des échanges sans frontières. Révolutionnaires et laïques nous voulons aussi nous défaire de mythes qui parfois nous encombrent. Matérialistes et fils de notre temps nous nous rappellerons qu'il n'y a jamais d'accumulation lente de leçons de mémoire transcendant les périodes qui donnent corps et consistance aux contextes dans lequel nous agissons. Il en découle l'impossibilité d'un discours de la méthode révolutionnaire a temporel rationalisant et simplifiant par rabotement successif des aspérités des conjonctures.

A toute scolastique et à tout catéchisme de la révolution ou de la politique institutionnelle nous opposons l'immersion réfléchie dans le cours des résistances et des luttes. Faites de méandres et de détours autant que que d'avancées et de reculs, ces luttes et résistances sont non seulement multiples mais imprévisibles, pleines de richesse, de ruses et d'invention. C'est en y étant pleinement présents dans la position de l'acteur et du guetteur de possibles que nous percevons et accompagnons leur potentiel de transformation de l'ordre des choses et de contestation du pouvoir des maîtres.

Ni archivistes, ni gardiens du temple, nous ne voulons passer le temps à collectionner et enfilet dans une histoire édifiante les épisodes pour la plupart tragiques du mouvement ouvrier. Il est vrai qu'ils pourraient faire dire à quelque humoriste grinçant que nous allons de défaite en défaite jusqu'à la victoire finale. Mais nous n'avons pas vocation non plus à être oublieux, à cultiver l'ignorance et la prétention d'un spontanéisme qui aurait réponse et solution à tout.

Embarqués et engagés dans ce présent, nous ne convoquons pas l'histoire à tout bout de champ, mais nous ne faisons pas du passé table rase. Non dans la vaine optique d'affirmer que nous savons et d'avoir raison, mais pour garder plus sûrement une perspective temporelle et spatiale qui aide à surmonter les obstacles et essaye de repartir là où la vague précédente s'était arrêtée ou avait été brisée

Notre histoire politique et profane est faite de connexions et de filiations multiples. Nous ne sommes pas en recherche de racines révolutionnaires comme d'autres le sont de leur racines familiales, nationales ou ethniques. Mais nous sommes l'un des prolongements de cette histoire avec la part de déterminations imposées et de choix revendiqués. Au moment d'une probable bifurcation, pourquoi ne pas tirer profit de cette pensée de Sartre qui ne fut pas la pire : que faisons nous avec ce que l'on a fait de nous ?

D'hier à aujourd'hui. Continuités et ruptures

Leçons du siècle dernier

Le poids de combats perdus ou dévoyés pèse sur nos épaules et déboussole les consciences. Du siècle dernier, des expériences multiples d'un mouvement ouvrier confronté à tous les défis et à tous les désastres du siècle, ne reste-t-il qu'un champ de ruine ? Les promesses foisonnantes de libération du début du 20^e siècle ont-elles définitivement sombré sous les décombres d'un stalinisme qui a transformé les plus beaux rêves en cauchemar et d'une social démocratie empêtrée dans la gestion et la justification de l'ordre existant dans ce qu'il a de plus odieux et de plus

injuste.

Des grandes espérances serions nous passés sans transition aux illusions perdues ? Ce serait à la fois excessif et réducteur. Nous ne donnerons aucun prétexte et aucune arme aux éternels contempteurs résignés ou apeurés qui choisissent de ne rien changer par crainte du pire. Par contre un devoir de retour critique et de lucidité s'impose à nous. Faute de quoi, des doutes qui paralysent risquent bien de n'être jamais levés.

Les deux expériences majeures du mouvement ouvrier du siècle passé se sont soldées par un grave échec, entraînant à leur perte des générations militantes, assassinant les hommes et les espoirs, défigurant par le mensonge et la répression les promesses d'émancipation et de libération. Ceux qui ont voulu résister à ces orthodoxies au front bas l'ont chèrement payé et ces courants ont connu durant des décennies une marginalité qui les réduisait sinon à l'impuissance du moins au commentaire davantage qu'à l'action.

Emportés dans leurs propres contradictions et leurs limites, ni les syndicalistes révolutionnaires de la « belle époque », ni l'opposition de gauche au stalinisme ne furent en mesure de peser aux moments décisifs. Les autres tentatives pour faire exister des courants autonomes par rapport aux deux grands blocs du mouvement ouvrier du Poum de la révolution et la guerre d'Espagne au PSU en passant par le PSOP se sont elles aussi soldées par des échecs.

Les résurgences et les expériences avortées dans le champ politique des luttes de libération et des révolutions coloniales et plus tard des révolutions anti bureaucratiques à l'Est n'ont pas permis un renouveau décisif de la pensée et de l'action révolutionnaire. En matière de stratégie, la question commune qui nous travaille reste bien celle ci : comment changer le monde ? Comment renverser le capitalisme tout en construisant une société plus juste sur le plan économique et social et plus démocratique sur le plan politique ? Car si la critique des méfaits du capitalisme est largement partagée, la question « Par quoi le remplacer » suscite infiniment plus de doute et de débat alors qu'elle est fondamentale

Questions du pouvoir et mise en question du pouvoir

Depuis l'aube du mouvement ouvrier, la question de la conquête du pouvoir politique revient de façon obsédante et tenace. A ne pas prendre le pouvoir, à ne pas briser la machinerie d'état et ses rouages répressifs, à ne pas ôter à la bourgeoisie les moyens financiers et institutionnels de sa reproduction, les Communards ont payé au prix fort du massacre la revanche des versaillais. Des spartakistes de 1918 aux grecs de 1967 puis aux chiliens de 1973 la liste est longue des opprimés défaits pour n'avoir pas voulu ou su défaire l'adversaire de classe. Laisser en temps de crise fondamentale le temps et les moyens à la bourgeoisie aux abois de reconstituer ses forces et ses troupes est une erreur funeste qu'elle met à profit pour acheter et enrôler dans la lie de la société les mercenaires et la soldatesque qui ne reculent devant aucun massacre. « *Qui a du fer a du pain* » disait sobrement Blanqui. A quoi répond en écho l'avertissement de Clara Zetkin face au fascisme : ce dernier est le châtiment qui s'abat pour n'avoir pas su mener jusqu'au bout la révolution.

Le mouvement ouvrier, le salariat organisé en classe dominante doit se donner les moyens de résister au retour et aux recours répressifs qui veulent noyer dans le sang l'audace d'avoir osé et effacer jusqu'à la trace des velléités de révolte. Cet impératif légitimait aux yeux de Marx, la dictature du prolétariat. Lénine la théorisa et la systématisa ultérieurement en la simplifiant et en la rendant fonctionnelle par rapport à un projet de transformation dirigée de la société. Au vue de la brutalité et de la réaction totale que représentaient des classes dépossédées de leurs privilèges et de leurs pouvoirs, l'exigence peut sembler légitime. Il faut se défier de tout sentimentalisme, d'une vision trop généreuse et romantique de la lutte des classes. « La révolution n'est pas un dîner de

gala » dira plus tard le Che. Il faut bien briser le sortilège des éternels vaincus de l'histoire de Spartacus aux Communistes, arrêter la chaîne de la production de martyrs. Il faut se donner les moyens politiques mais aussi militaires de vaincre et de ramener la bourgeoisie à la raison. Lénine, selon la légende, dansera dans la neige le jour où ce qui était encore perçu comme le pouvoir des soviets aura dépassé en durée la commune de Paris.

Mais, concernant au moins la vague révolutionnaire des années 20, ce nécessaire et salutaire esprit d'auto défense sera orienté dans un sens qui aura rapidement ses effets pervers, sensible dès les premières années de l'après révolution russe : substitution des solutions militaires aux solutions politiques, restriction draconienne de la démocratie, traitement des divergences en suspicion d'être l'agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier et surtout mise en place d'un appareil partidairiste et étatiste reproduisant les mécanismes de l'oppression bourgeoise. Cet appareil auto-constitué, séparé de la classe sociale qu'il est censé représenter, sans possibilité de contrôle de qui que ce soit, sera un vecteur puissant de bureaucratisation. Les restrictions à l'exercice démocratique et au pluralisme politique, la dissolution d'une assemblée élue risquant de déplaire au nouveau pouvoir, l'étouffement de la vie politique au sein des soviets participent de cette logique qui dépossède les forces sociales et populaires de tout choix politique et démocratique au profit d'un appareil qui sait et décide de façon de plus en plus autoritaire de ce qui est bon pour elles.

Le contexte de la guerre civile accentuera cette tendance jusqu'à la caricature. Le « communisme de guerre » dont Trotski offrira une interprétation aussi outrée que dirigiste dans *Terrorisme et communisme* donne la mesure de cette démesure. La tragédie de Cronstadt est au bout de cette impasse et les rectifications pragmatiques de la NEP in extremis imposées par Lénine ne changeront rien. Il serait très excessif de dire que tout cela préfigure le stalinisme dans la mesure où l'objectif de garder le pouvoir pour la classe ouvrière et une relance internationaliste de la révolution restent au cœur de la stratégie des bolchéviques. La contre révolution stalinienne et la cristallisation d'une classe et d'un état bureaucratiques furent bien l'un des tournants décisifs et désastreux du siècle. Mais la normalisation et la canalisation de l'énergie multiformes des masses compteront pour beaucoup dans la stérilisation de l'élan révolutionnaire. La conception du parti, sa prétention à avoir un rôle dirigeant, son instrumentalisation des rouages de l'état conjuguée à grave sous estimation de la nécessaire autonomie et auto organisation, la propension à traiter toute différence d'appréciation en déviation et à détenir la ligne juste, font système. Ils ne peuvent être considérés comme de simples erreurs conjoncturelles ou des déviations sur fond globalement correct. Ils témoignent d'une conception erronée et qui s'éloigne beaucoup trop des exigences démocratiques et auto émancipatrices pendant et surtout après la prise du pouvoir. Rosa Luxembourg l'exprimera avec force... et sans hélas être entendue.

Il faut éradiquer de nos consciences (et plus encore peut être de nos inconscients politiques) cette culture dirigiste. Ne pas l'extirper totalement des têtes et des stratégies de conquête de l'hégémonie politique, c'est assurément prendre le risque de voir resurgir cette tentation substitutive. Le « focisme » des années 60 en Amérique latine en est d'ailleurs une illustration également cruelle. La leçon doit donc être radicalement méditée : on ne prend pas le pouvoir sans risquer de se faire prendre par le pouvoir.

Ce « principe de précaution » ne prétend pas tout résoudre, mais après la tragédie du stalinisme, exercer une vigilance permanente à l'égard des « dangers professionnels du pouvoir » doit conduire à rechercher dès aujourd'hui des antidotes.

Renouer les fils rouges et noir de l'auto-émancipation

Nul talisman ne préserve de ces dangers, mais une théorie et une pratique qui se donne comme fil conducteur l'auto émancipation permet sans doute de rester fidèle à ce principe essentiel du vieux Marx : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Garder le cap

sur une stratégie autogestionnaire, c'est s'efforcer de faire en permanence le lien entre auto organisation des luttes, indépendance et autonomie du mouvement social du salariat, perspective d'une société socialiste et autogérée.

Si les filets du capital piègent et ensorcellent de multiples façons, les métastases de l'état ne sont pas moins redoutables. Dans leurs métamorphoses successives et sous des figures multiples des plus factices aux plus chatoyantes, les filets et les bras institutionnels de l'état n'en finissent pas de tisser les liens ambigus qui aident à exister socialement et en même temps nous retiennent aux bords des révoltes. Capital et état se complètent et se donnent la main. Ils ont besoin l'un de l'autre et ce serait une grave erreur que de croire que l'on peut se servir de l'un pour se défaire de l'autre. Si la logique de marché est bien globale et potentiellement totalitaire, celle du Léviathan étatique l'est tout autant.

La lutte conjointe contre le capital et l'état est une lutte contre l'exploitation et la domination. Si le marxisme révolutionnaire donne bien des outils pour mieux comprendre les mystères du capital et les combattre, la tradition libertaire fournit probablement des éléments plus pertinents pour comprendre la captation de l'individu par les mécanismes de pouvoirs. La trame émancipatrice doit donc reprendre à son compte les fils rouges et noirs ces deux traditions.

Ma conviction est donc que les stratégies d'émancipation et de transformation sociales doivent donc être repensées en particulier à la lumière d'un marxisme libertaire (dont un Daniel Guérin nous a hier donné un aperçu digne d'intérêt) Elles peuvent s'enrichir des critiques plus récentes des modes de domination qui de Michel Foucault à Pierre Bourdieu ont renouvelé les problématiques en sciences humaines, ce qui ne va pas sans implications à la fois théoriques et pratiques.

Cet effort pour repenser les stratégies d'émancipation s'inscrit dans un contexte marqué par une nouvelle phase de développement du capitalisme. Le capitalisme néo libéral combine des traits assez classiques d'offensive de classes avec des caractéristiques plus originales : mondialisation et globalisation, marchandisation sans limite, militarisme bien sûr mais aussi recours à des politiques qui visent à remodeler l'ensemble des rapports sociaux et du fonctionnement des institutions.

D'aujourd'hui à demain. : Résister et rassembler pour inventer ensemble des alternatives

De la résistible ascension du néolibéralisme à la crise systémique du capitalisme

Le paradoxe a fréquemment été présenté en forme d'impasse symétrique : à la volonté zéro de changement des « réformistes sans réformes » qu'a pratiqué et que pratique encore le PS ferait pendant l'impuissance des révolutionnaires sans révolution. Gestion la plus plate de l'ordre existant d'une part, posture protestataire et indignation purement morale d'autre part et l'ordre bourgeois serait bien gardé.

Le parallèle ne rend que très imparfaitement compte de la réalité. Les clivages sont moins d'ordre idéologique que d'ordre social et stratégique. Ils opposent plus sûrement les revendications et les aspirations des mouvements sociaux et du monde du travail et les moyens de les faire aboutir à ce que les gouvernement successifs et sous des tenues de camouflages parfois différentes ont présenté comme incontournable : l'insertion nécessaire au grand monopoly de la mondialisation libérale avec ses passages obligés : tout devait devenir marchandise et tout devait fonctionner comme une entreprise, rien ne devait plus faire obstacle à la concurrence libre et non faussée. La musique est connue.

Face à cet impératif catégorique les conséquences sociales ou écologiques furent non seulement considérées par les dominants comme secondaires mais comme des ingrédients indispensables au bon déroulement des réformes et de la mutation du capitalisme libéral mondialisé. Il est allé ainsi de la baisse des revenus salariaux, de la remise en cause et de la marchandisation des services publics, de l'explosion de la précarité, de la mise à sac écologique de la planète. Leur appétit est sans limite. Cette offensive est une guerre de classe et de plus en plus une guerre tout court contre les peuples et les populations.

Sur fond de bouleversement des données géo stratégiques, de modification des rapports de force entre capital et travail et de crise profonde de l'organisation du travail nous avons vu émerger puis se consolider de nouvelles formes de gestion de la domination capitaliste qui réduisent encore les possibilités déjà minces de contrôle politique et démocratique. Place fut faite à la gouvernance auto désignée. Sous la livrai de l'expert, du juriste, du technicien-technocrate, les âmes damnées des valets se sont activés et employés à nous convaincre que la seule chose à faire est à s'adapter au monde tel qu'il va et plus encore : non seulement l'accepter mais nous mobiliser totalement pour nous faire à son image.

La globalisation et la légitimation de cette politique sont passés par de multiples canaux, économiques sans doute mais plus fondamentalement politiques et institutionnels. L'essence du néo libéralisme n'est pas en effet le laisser faire économique (son militarisme suffirait à lui seul à le démontrer) mais une refonte politique globale des façons d'agir et de penser en société, un tournant de civilisation qui nous implique tous et à tous les niveaux. Mais cette bio politique est en même temps ce qui le fragilise. Pour s'imposer la géographie de la domination néo libérale a , plus encore qu'à d'autres époques, besoin du « capital humain » et celui ci n'est mobilisable sans un optimum d'adhésion ou de consentement.

Mais l'une des contradictions majeure du néo libéralisme est précisément le manque d'adhésion sociale à son projet et à ses pratiques. Cela explique à la fois les résistances sociales et démocratiques, l'accumulation de mécontentements et une explosivité sociale que l'on sent monter.

Ces dernières considérations se sont trouvées tout à la fois confirmées et éclairées sous un autre jour avec la crise ouverte que nous connaissons aujourd'hui. En poussant toujours plus la dynamique capitaliste jusqu'à vouloir en faire selon l'heureuse expression de Michel Husson un « capitalisme pur » qui élimine tous les obstacles à sa course en avant, les stratégies néo libérales n'ont fait qu'accélérer le développement et la globalisation des contradictions inhérentes à ce système.

Le marché totalitaire devient autophage et détruit ses propres bases pour perdurer. Le dégagement d'un surprofit énorme nourrit une spéculation financière sans frein avec comme horizon fantasmé un profit sans limite et de plus en plus déconnecté de l'échange réel des biens et des services. Le recours à des montages aussi sophistiqués qu'artificiels fragilise à son tour une superstructure spéculative qui s'effondre comme un château de carte entraînant dans sa chute banques et institutions financières. En limitant drastiquement la part salariale ensuite le capitalisme néo libéral produit une diminution de la demande solvable qui entretient une crise assez classique de surproduction et obère la possibilité de réalisation du profit dans l'échange marchand. En faisant dépendre enfin le sort de populations entières d'expédients financiers, l'écroulement de ces derniers signe la déconnection idéologique et sociale de ceux qui avaient cru pouvoir - par le crédit, les fonds de pension, les actions.. et autres mirages... - lier sur sort au développement du capital.

Face à cette faillite l'état capitaliste sauvegarde certes ce qui peut l'être par la socialisation des pertes et l'aide à la poursuite de la privatisation des profits. Mais sa partialité éclate au grand jour : ces mêmes états qui juraient n'avoir aucun fond disponible pour combler en France le supposé

« trou de la sécurité sociale » ou éviter aux USA l'expulsion des pauvres gens de leur maison hypothéquée, ces mêmes états qui jugeaient totalement hérétique l'idée d'intervention dans le champ du marché, trouvent en quelque jours les centaines de milliard nécessaires pour sauver les banques et leur permettre de continuer à spéculer !

Le noyau dur de l'idéologie néolibérale est donc atteint et sa légitimité réduite à néant. Mais le retournement étatique peut être trompeur . Pas plus que le néo libéralisme ne se réduisait au moins d'état, le « post libéralisme » que nous risquons de connaître ne se traduira par moins de marché et plus de régulation. L'inflexion bien réelle du type d'intervention étatique - plus d'état au service du marché - a toute les chances de combiner plus d'intervention économique et financière pour soutenir les marchés avec plus d'état répressif et autoritaire. Les deux orientations sont en fait complémentaires : l'état capitaliste endetté n'a d'autre choix que de faire marcher la planche à billet, de procéder à l'emprunt et à l'augmentation de l'impôt. Aucune de ces opérations n'est socialement neutre. En dernière instance c'est dans les pôches du salariat qu'il va puiser. Pour le faire en toute quiétude autant lui avoir au préalable ou en même temps maintenu de force les mains liées dans le dos. Nous allons selon toute vraisemblance vers des rapports de classes et des rapports à l'état plus conflictuels et plus violents avec tous les risques de différenciation au sein du salariat entre ceux qui pourront se maintenir tant bien que mal à flot et ceux qui pourraient couler.

Cela ne signifie pas que dans l'absolu une autre politique capitaliste - une politique néo keynésienne et la mise sur pied d'un nouveau compromis fordiste à base de grands travaux, de développement d'infrastructures publiques, de politique salariale différente - soit inconcevable. Mais cette option improbable supposerait une audace politique et des relais sociaux que la gauche institutionnelle est très loin d'avoir ou de vouloir activer.

L'hypothèse la plus probable est bien plutôt celle d'un transfert des enjeux de la crise du terrain économique vers le terrain social et politique. Il faut s'y préparer car il peut être plus tard que l'on ne pense. Les mesures d'urgences que nous préconisons aujourd'hui et agissons comme autant d'idées salutaires peuvent rapidement faire partie des travaux pratiques..

Faire converger les résistances

Dans cette épreuve de force durable qui a commencé mais va se poursuivre et s'amplifier, le salariat doit surmonter l'épreuve de son éclatement, des coups et défaites successives qu'il a subi de plein fouet. Cela rend légitime et indispensable la recherche permanente de l'unité d'action et la réalisation de convergences plus que jamais nécessaires à la construction d'un rapport de forces susceptible de faire reculer l'adversaire de classe. C'est sans doute la plus urgente et la plus fondamentale des tâches immédiates. Avec l'arrivée de Sarkozy et d'une droite pressés d'accélérer les contre réformes dévastatrices les contradictions sociales prennent une acuité particulière.

Dans ce contexte l'idée simple selon laquelle nous pouvons gagner tous ensemble faute de quoi nous ferons tous battre successivement et séparément est à la fois largement partagée par la base et fort peu reprise et mise en application par les états majors syndicaux. Dans une stratégie à courte vue et au fil de l'eau ils donnent le sentiment de n'être là que pour amortir un tant soit peu la rudesse des attaques et de limiter les dégâts. A aucun moment ils ne nous préparent à combattre frontalement et à agir tous ensemble.

Nous reprenons à l'inverse cette exigence et cette évidence vivantes et pleinement actuelles du mouvement ouvrier : tous ensemble ! Une forme de lutte que l'on s'ingénie périodiquement à nous présenter comme définitivement dépassée n'en finit pas de ressurgir , souterrainement ou au grand jour, de 36 en 68, de 68 en 95 : la grève générale puisqu'il faut l'appeler par son nom . Sa seule évocation agace les plumitifs de la bourgeoisie et fait se tortiller du derrière les bureaucrates. Leurs

mépris dédaigneux ou leur suffisance amusée quand cette perspective est convoquée cache mal leur crainte qu'elle ne conduise à une dynamique sociale et politique qu'ils seraient incapables de contrôler. Nous pensons à l'inverse que la perspective de la grève générale n'est en rien mythique ou inactuelle : elle est l'un des moyens modernes et efficace de lutte du salariat, une façon de le rassembler pour gagner mais aussi une façon d'ouvrir des crises et des brèches dans le fonctionnement des institutions politiques, de bouleverser le jeu politique institutionnel. Les exemples historiques évoqués ne démentent pas ces considérations.

La levée des obstacles pour construire les convergences et ouvrir ainsi des perspectives politiques liées au développement du mouvement social sont donc au cœur d'un programme d'urgence et de légitime défense sociale, féministe, écologique et démocratique que nous devons porter. Celui -ci, dans toutes les dimensions évoquées plus haut, n'est pas seulement lié à la conjoncture immédiate, mais à la pluralité des contradictions et à l'élargissement du sujet social susceptible de porter un projet de transformation de l'ensemble des rapports sociaux.

Ici et maintenant : construire des alternatives

Reste la délicate articulation entre mobilisation sociale et alternative politique. Deux écueils méritent d'être signalés : le premier est bien connu et encombre encore les têtes et les comportements à gauche : il faudrait attendre les prochaines échéances électorales, accepter en protestant le laminage des acquis sociaux et la régression sociale sans fin, et préparer ... pour 2012 une alternance électorale sous hégémonie d'un Parti socialiste qui ne s'engage même pas à défaire les réformes de la droite et à revenir sur les régressions sociales dont elles sont porteuses. Ces orientations sont connues de même que leurs effets délétères et complètement désespérants pour les couches populaires. Lionel Jospin les a mises en œuvre, écoeurant l'électorat populaire de la politique, et ses successeurs promettent de remettre le couvert. Changer pour ne rien changer dans un scénario déjà ficelé où l'un pleure et l'autre épluche les oignons, non merci !

L'écueil symétrique est d'une autre nature et consiste à s'en remettre à la seule dynamique des luttes en renvoyant le changement politique à un horizon aussi lointain que délicat à penser. Ayons la lucidité et l'honnêteté de reconnaître que ce problème nous concerne, qu'il détermine toute une partie des débats de la gauche de gauche et qu'il n'y a pas forcément de réponse simple.

Masquant ou relativisant de fait l'existence de deux orientations politiques à gauche le parti communiste invite à un rééquilibrage de la gauche. Par quel moyen, sur la base de quel programme, de quelle stratégie, de quelle indépendance, mystère et boule de gomme. La seule réalité tangible qui demeure est l'allégeance au PS, la satellisation et l'incapacité à rendre lisible et visible une orientation marquée par un grand écart permanent : d'un côté les proclamations anti libérales générales, de l'autre les alliances avec un parti qui ne se cache pas de ses orientations social libérales et pour couronner le tout la cogestion au niveau des grandes villes et des régions de politiques qui mettent en œuvre toute la panoplie des mesures néo libérales décentralisées.

Un tel constat concerne bien évidemment et peut être plus encore les Verts. Mais pas plus que l'opportunisme le sectarisme ne préserve de la tentation à renoncer à toute indépendance de classe pour quelques postes d'élus concédés autour du tapis vert par les états majors : la dernière embardée électoraliste de LO lors des élections municipales le démontre amplement.

Non seulement cette politique ne peut être la notre mais toute ambiguïté à l'égard des alliances, toute perte d'indépendance et toute vision selon laquelle il serait possible d'une façon ou d'une autre d'être l'aiguillon d'une future « gauche plus rien » relookée dont nous accepterions peu ou prou la légitimité entraînerait sur une pente désastreuse.

Il reste qu'il faut construire un pendant politique à l'indépendance sociale que nous revendiquons comme indispensable pour intervenir dans les luttes.

Les camarades d'une mouvance politique et d'une génération proche de la mienne connaissent bien un certain nombre de schéma idéaux : par delà leur diversité ils sont fondés sur l'existence et la volonté de transcendance au cours des affrontements sociaux d'envergure de forme d'auto organisation utiles pour la prise en charge partagée de la lutte et sa gestion démocratique par tous : assemblées générales, comité de grève, comité de lutte ou de vigilance, remplissent bien ces fonctions.

Ce qui est par contre plus problématique est leur caractère éphémère et fluctuant en fonction de la mobilisation et leur difficulté à perdurer et à assumer la prise en charge de l'organisation sociale et politique dès lors que la lutte - victorieuse ou non - est (provisoirement..) terminée. Dans des termes plus généraux le problème est donc le suivant : les luttes sociales peuvent-elles aboutir à la création de comités ou de structures qui soient à la fois l'ébauche d'une réorganisation sociale d'ensemble et l'expression au moins embryonnaire d'un nouveau pouvoir politique ? Et, dans ce cas, comment ce nouveau pouvoir politique s'articule-t-il avec les consultations électorales et démocratiques qui ont elles aussi vocation à désigner une représentation politique conforme à la volonté de la majorité ?

Dans un raccourci saisissant et situant les échéances décisives d'affrontement et la dynamique révolutionnaire dans le court terme Trotski préconisait une démarche transitoire qui aide à surmonter ces difficultés et faire le pont entre les revendications immédiates et la transformation de la société. [1]

Même actualisée, suffit-elle aujourd'hui à penser et à agir dans le champ politique ? La démarche transitoire se heurte en particulier à cette question simple et pourtant fondamentale : une transition vers quoi ? Construire des ponts, soit, mais qu'y a-t-il de souhaitable sur l'autre rive qui vaille mieux que le capitalisme ? Non seulement la perspective d'une société socialiste est obscurcie mais les moyens pour y parvenir constituent un casse tête pour tous. Si la dénonciation des méfaits et des horreurs du monde capitaliste ne pose pas problème, l'horizon de la transformation sociale est loin d'aller de soi.

Il convient d'en tirer les leçons et en particulier celle-ci : il n'y aura de transformation sociale qu'expérimentée pas à pas, décidée consciemment et collectivement, sans bon à tirer sur l'avenir et sans délégation de pouvoir pour des lendemains qui chantent.

Si l'après capitalisme a quelque chance de mobiliser et de faire rêver , ce n'est pas le situant ailleurs dans l'attente d'un jour ou d'un soir mythique et toujours à venir. Rester rivé à un tel horizon nous rendrait semblable au guetteur immobile et impuissant du Désert des Tartares. Il s'agit tout au contraire de se centrer sur l'ici et maintenant. Cette position impose probablement de faire la part dans les questions stratégiques qui accompagnent notre réflexion et notre action entre des celles que l'on peut considérer comme tranchées et celles qui demeurent ouvertes., en particulier celle essentielle du pouvoir (des pouvoirs..) politiques. Ma conviction sur ce point est qu'une plus grande part devra être laissée à l'expérimentation. [2] Les alternatives politiques s'ébauchent donc à partir des fronts de lutte politiques, syndicaux et associatifs sur des thèmes correspondant aux priorités sociales, écologiques et démocratiques de l'heure. Mais elles se consolideront et se construiront en articulant le temps des luttes avec la création de lieux où l'on met plus durablement et plus systématiquement en pratique des logiques de solidarité, de coopération, de défense du bien public et du bien commun, d'appropriation sociale de tout ce que le néo libéralisme tend à privatiser. L'une des conditions de réussite de telles expériences est la coopération loyale et non dogmatique de tous les courants de la gauche de gauche dès lors qu'ils acceptent comme principe et comme boussole

l'indépendance à l'égard de la gauche social-libérale.

D'excellents esprits ne manqueront probablement pas de réfuter cette orientation les uns au nom d'un manque de réalisme, les autres en stigmatisant un gradualisme qui ne dirait pas son nom. Nous pensons au contraire qu'il n'est en rien irréaliste de se préparer à de possibles situations de crise prolongées et d'ampleur, comme celle qu'a connue (et que connaît encore ..) l'Argentine. Dans la phase de la crise qui vient il est probable que le capital va désertier nombre de secteurs, de chantiers (dans beaucoup des grandes villes quid du développement impétueux du parc immobilier de luxe et des temples de la consommations moderne, etc...), de lieux jugés non rentables et les laisser en friche ou en deshérence. La question ne se pose-t-elle pas de se réapproprier socialement ces espaces, d'en contrôler l'usage, d'en redéfinir les finalités ? Sur un autre plan qui nous dit que l'accélération de la crise écologique ne peut pas conduire à des ruptures voire des catastrophes (climatique, nucléaire, etc..) dans lesquelles le capitalisme lui même ne contrôlerait plus grand chose et ne laisserait d'autre choix que de faire nous même ou de laisser faire ?

A ceux qui feraient à l'inverse la fine bouche au prétexte qu'il ne s'agit là que d'alternatives partielles et potentiellement récupérables, de pression sociale et démocratique limitée, de réformisme au mieux radical mais qui occulte le grand bond en avant vers la révolution, etc...nous opposerons la leçon pleinement actuelle de Gramsci : le salariat moderne (plus de 80% de la population active) ne campe plus aux portes de la cité, il est au contraire immergé dans la production et la reproduction de l'ensemble des rapports sociaux. Cela touche non seulement la sphère productive mais celle de la formation, des loisirs, de la culture et de toute la vie sociale en général. Il est à ce titre pleinement engagé dans une « guerre de position » qui se mène dans la société civile et les institutions. Nous pensons qu'il convient de préparer les mouvements sociaux à y intervenir en particulier pour mettre en route et expérimenter des ruptures avec le système de domination capitaliste en vue d'une réorganisation de la société. Ce sera la façon privilégiée de rendre visible et désirable la marche vers un autre monde.

Ne pas agir ainsi , c'est à notre avis sous estimer l'existence potentielle de nombreux et vivaces germes de communisme au sein du capitalisme contemporain. Ils concernent des réalités diverses et hétérogènes qui vont de l'existence des services publics et de formes de salaires en partie socialisés à la possibilité de contourner au moins en partie, via par exemple les coopératives ou l'économie solidaire le talon de fer du capitalisme industriel et financier.

Ces germes touchent également aux façons d'agir et aux formes d'organisation et d'engagement. Ils permettent de poser dans d'autres termes le rassemblement et la convergence des forces. Le mouvement anti guerre en est une illustration, de même que la propension à l'occupation de la rue (et pas seulement du lieu de travail...) ou encore l'usage détournée des médias. Ils participent aussi d'une autre culture militante, moins marquée par la verticalité, le dirigisme et la rhétorique guerrière. Surtout ces germes ne sont pas dans un ailleurs radical et dans un futur indéterminé mais seulement post révolutionnaire. Ces germes sont à portée de main. Ils font corps avec nos désirs sociaux et structurent déjà en partie des existences que nous essayons d'orienter vers plus d'échange et de don, plus d'activités libres et de plaisirs. Ce sont bien souvent eux qui nous font vivre, parler et s'exprimer, créer, aimer en jouant des différentes facettes de nos individualités sociales. Il y a une disposition au commun dans beaucoup de comportements individuels et sociaux.

Une représentation politique des exploités et des dominés porteuse d'un projet élaboré collectivement

Passer des résistances à la contre offensive et à la reconquête va de pair avec une intelligence pratique d'ensemble des processus sociaux. Faute de quoi les résistances s'usent, les reculs temporaires de l'adversaire sont rapidement comblés, les concessions dénaturées et récupérées.

Cette intelligence politique ne naît pas à partir de rien, mais de la rencontre du salariat dans sa diversité avec les courants idéologiques, syndicaux, politiques du mouvement social et ouvrier organisé comme avec les courants intellectuels et culturels critiques.

L'expérience de cette rencontre est précieuse. En faire l'économie, c'est se condamner soit à la stérilité militante, soit à faire le lit d'un substitutisme ignorant et d'une brutalité proportionnelle à son ignorance. La richesse d'un processus de transformation sociale est faite du foisonnement des initiatives, de la libre confrontation des projets, des désirs sociaux et des rêves, d'un pluralisme qui ne s'oppose pas à l'unité d'action mais la rend au contraire acceptable pour tous. Étouffer ou décourager cela, serait tuer dans l'oeuf la révolution ou s'en faire une bien piètre idée. Il doit être clair que nous ne voulons pas d'un processus révolutionnaire capté ou normalisé par des curés rouges ou des adjudants. L'âpreté du combat ne peut être prétexte à militarisation même magnifiée par des chants héroïques et accompagnée de musique aux rythmes binaires et de drapeaux au vent. La radicalité que nous voulons traduire en acte ne saurait s'accommoder de simplifications outrancières et de virilité brutale. Elle sera fille et soeur d'une écoute aussi large et attentive que possible : tous les opprimés ne crient pas, certains murmurent, balbutient, ou même se taisent .. et n'en pensent pas moins mais toutes leurs voix méritent d'être entendues. Elles ne peuvent d'emblée composer une polyphonie parfaite mais à l'inverse leur expression n'a rien d'une cacophonie brouillant la clarté du message. Parce que ces voix cherchent leur voie, les faire taire c'est leur interdire de trouver leur chemin.

Nous plaidons donc avec force pour qu'un maximum d'échange, de confrontations intellectuelles et politiques, de débats dessine au moins l'ébauche d'une politique de transformation sociale consciemment pensée et démocratiquement validée. Faute de quoi la non pensée des charlatans intéressés, la brutalité des grandes gueules et les appétits de pouvoir des nouveaux cheffillons peuvent hélas s'imposer. Et nous savons d'expérience que les révolutions trahies ou abandonnées engendrent de tels monstres et quels dégâts ils peuvent faire.

Nul ne peut ni ne doit donc s'affranchir de la confrontation permanente démocratique et intellectuelle non seulement dans les temps chauds de la mobilisation sociale, mais aussi dans les périodes tièdes voire froides.

Cette auto activité doit tendre à la construction patiente et sous bien des aspects imprévisible dans ses formes d'une représentation politique des exploités et des dominés. Ses normes et ses modalités ne sauraient être enfermées dans des canons pré établis. Ce qui importe plus est que cette représentation aux frontières mouvantes soit porteuse d'une vision d'ensemble, devienne représentative des désirs, des projets et des rêves pour partie convergents et pour partie divergents qui agitent le champ social des exploités et des opprimés.

Elle a pour objectif de donner aux classes opprimées cohérence, visibilité et fierté d'exister et de se penser un avenir. Cette nécessité se démontre aisément par la négative. L'absence d'une représentation indépendante des ouvriers et employés pour ne prendre que le seul exemple de la vie politique française de ces dernières décennies, a contribué autant que les défaites sociales objectives et l'éclatement du salariat, à la désespérance. Privé de représentation toute une part du salariat s'est trouvée comme privée de nom et d'existence.

Cette représentation, si elle ne se limite pas aux aspects électoraux, ne peut guère faire l'impasse de cette dimension. Il s'agit donc de se confronter, y compris sur un mode conflictuel avec les péripéties et les méandres d'une politique institutionnelle dont nous n'avons pas choisi les modalités d'exercice. Ne pas le faire, particulièrement lors des échéances qui impliquent, comme les élections municipales des liens étroits avec l'existence sociale des citoyens et l'expression de leurs aspirations, c'est perdre en crédibilité et désertier un combat dans lequel nous pouvons au grand

jour expliquer notre démarche et notre projet et les confronter aux autres.

Dans cet engagement nous nous fixons comme objectif l'obtention d'élus et la conquête de positions qui augmentent les possibilités d'agir. Le fil à plomb de l'indépendance ne dispense pas de la recherche d'alliances, de bataille commune à mener avec d'autres forces, d'intelligence tactique.

Cette représentation est essentielle pour accroître la capacité à prendre confiance, à se projeter dans l'avenir et à commencer à poser à un niveau global sa candidature à la gestion de la société.

Enfin si cette représentation ne se confond pas avec le nouveau parti que nous voulons construire puisqu'elle le dépasse largement, un lien dialectique les unit : un tel parti aide et lève les obstacles à sa constitution ; en retour sa consolidation ne peut que dynamiser et accroître la fonctionnalité et la richesse d'un tel parti.

Inventer de nouvelles formes d'appropriation et de production collectives

L'auto activité des exploités et des opprimés ne constitue pas une fin en soi. Elle a pour enjeu tout à la fois l'auto émancipation et l'invention de nouvelles formes d'appropriation collective directement opposées à celle de la jungle libérale mais également éloignées du zoo des sociétés administrées. Autrement dit les questions décisives non seulement de l'abolition de la propriété privée des moyens de production mais d'une appropriation sociale à la fois efficace et solidaire doivent être reposées.

S'il n'est pas de voie royale pour cela on peut du moins s'attacher à repérer et transformer des initiatives partielles en expériences collectives qui soient des espaces de critique des rapports sociaux de subordination. A sa façon le mouvement altermondialiste a su valoriser des expériences qui vont en ce sens et qui évitent le double écueil de la marchandisation et de la capture étatique.

« Le mouvement altermondialiste et les forums sociaux ont permis de redécouvrir le mouvement des coopératives et de retisser des liens entre celui-ci, les syndicats et les mouvements sociaux , remarque dans un document de travail Christophe Aguiton. Partant de cette redécouverte, il serait possible de penser une appropriation collective qui, sous une forme coopérative, permettrait de sortir de l'équation appropriation collective = nationalisation = repli sur l'état nation ; à l'exemple d'une « multinationale » gérée par ses « salariés » dans le respect des droits de ceux-ci, quelque soit le pays où ils travaillent... »

Le mouvement de contestation du système qui se développe depuis plus d'une décennie a également permis l'émergence de cadres d'appropriation collective inédites, ou en tout cas non encore formalisées, qui ouvrent de nombreuses perspectives. Nous voulons parler du logiciel libre, des licences libres, des « créative commons » et de tout le mouvement de contestation des règles de la propriété intellectuelle. »

Il est essentiel en effet de reconnaître l'importance de telles initiatives qui peuvent aboutir à des réalisations très complexes comme le logiciel d'exploitation Linux ou l'encyclopédie Wikipedia qui sont le fait d'une coopération de dizaines et centaines de milliers de producteurs volontaires, répartis sur toute la planète. Une lecture possible de tels phénomènes est qu'il est possible de développer selon une logique qui est celle de la valeur d'usage des « biens communs de l'humanité » sans intervention de l'Etat ni du capital, sans planification centralisée ni experts extérieurs. Et ce modèle peut sembler-t-il s'étendre à bien d'autres domaines de la production intellectuelle, artistique ou encore des découvertes scientifiques.

« Dans une perspective de dépassement du capitalisme, poursuit Aguiton, ces mouvements sont importants à deux titres, parce qu'en étendant le domaine des biens communs ils représentent une irruption concrète et radicale dans le champ de la propriété privée, mais aussi parce qu'ils »

préfigurent un modèle possible d'appropriation collective tout à fait novateur ».

Cette mise en pratique d'une autre appropriation s'inscrira dans le prolongement de l'aspiration juste mais insuffisante à une autre répartition des richesses pour combattre les inégalités et le manque de justice sociale. Autrement dit pour « partager le gâteau » il convient de s'impliquer dans sa confection et de maîtriser collectivement les conditions de sa production. Qui produit, quoi, où, comment, dans quelles conditions et dans quel but, voilà désormais un ensemble de questions que l'évolution même du capitalisme néo libéral planétaire actualise. La profondeur de la crise sociale et écologique qu'il génère pousse à s'attacher à les résoudre sans attendre.

Moins que jamais nous ne pouvons donc en rester à une simple logique de redistribution qui ne toucherait qu'à la marge aux rapports de production et aux rapports sociaux en général. Dans sa contribution au débat publiée dans Critique Communiste de Juin 2008, François Chesnais invite à s'intéresser aux multiples facettes de la notion de salarié comme « producteurs associés ». Si la maîtrise des conditions de production exige des changements profonds dans les formes de propriété remarque Chesnais, « ceux ci ne sont pas un but en soi mais uniquement le préalable à l'établissement de la maîtrise sociale sur la production et l'usage des ressources rares. Rien ne postule que la propriété doive être étatique. Ce sera celle qui permettra le mieux aux producteurs associés d'organiser en commun l'ensemble de l'économie pour la satisfaction des besoins individuels et collectifs de tous ».

Se démarquant à la fois du souverainisme et du néo proudhonisme Chesnais, dans une perspective délibérément internationaliste note que « *face à l'atomisation créée par les formes d'organisation de l'exploitation actuelle et la promotion politique et médiatique de l'individu propriétaire, le mot « producteur » accolé au mot « associé » rappelle, d'un côté le fait que derrière le marché et la concurrence, il y a une économie reposant sur une socialisation très élevée du travail, et il indique, de l'autre, le but à atteindre, c'est à dire que ce soient les producteurs eux mêmes qui aient la maîtrise de ce travail socialisé et des fins auxquelles il est dirigé. Ce but inscrit l'anticapitalisme en positif »*

Il nous semble juste d'ajouter qu'il y a là également une brèche ouverte dans la division sociale du travail qui est l'un des vecteurs puissant de la reproduction sociale de l'ordre établi. En ce sens la question du rapport au travail se trouve également reposée.

Au delà de l'effort permanent qui vise à regagner sur le capital ce qui revient au travail il convient probablement d'orienter les résistances créatives qui se manifestent dans la production des biens et services vers des pratiques sociales qui dessinent ne serait-ce que l'ébauche d'une mise en question des formes dominantes de travail.

Ces pratiques s'efforceront en particulier de prendre en charge l'amont et l'aval du procès de travail. « *Il faut à la fois déconstruire le cloisonnement de l'agir au travail par rapport aux autres pratiques des individus, mais aussi entre les individus eux mêmes dans le but de mettre fin aux formes actuelles d'oppression et d'exploitation et de permettre des échanges sociaux plus divers et plus libres »* notait notre ami Jean Marie Vincent. Dans une mise à distance - qui n'est pas exode ou robinsonnade - elles rejoindront ce point important qu'Alain Caillé met en avant dans sa Critique de la raison utilitaire : celui de la « *diversité des modes de vie et des choix existentiels envisageables* ». Elles permettront « *que se renforce une dynamique d'auto-institution et d'auto-consistance des relations sociales rendues plus autonomes par rapport au marché et à l'Etat* » (Caillé, 1997)

De telles exigences ne sont en rien contradictoires avec les luttes menées en faveur d'une meilleure rémunération salariale, de recul de la précarité et des formes extrêmement dégradées d'emploi, d'amélioration des conditions de travail de tous. Mais elles gagnent à être mise en relation avec

cette perspective émancipatrice plus globale. L'audace est peut être aujourd'hui de revendiquer pour tous un travail correctement rémunéré, stable et cependant évolutif, socialement utile et intéressant, écologiquement compatible avec le respect des éco systèmes, compatible aussi avec son éthique et ses valeurs, un travail créatif et doté d'un sens esthétique, qui n'occupe pas plus de 35 heures par semaines pendant 37 annuités en demi....

A tout le moins un nouvel équilibre entre travail libre et travail contraint devait être recherché qui valorise l'autonomie et l'auto organisation et limitent l'hétéronomie, l'aliénation et le poids des contraintes. Plus largement des modes de mise en relation et de centralisation non hiérarchisée dans la vie économique et sociale et politique devraient se trouver mis à l'ordre du jour.

Construire des espaces publics autonomes et autogérés

Ce paradoxe du libéralisme a déjà été pointé : il ne conduit pas à moins d'état mais seulement à moins d'état social et éducatif pour plus d'état répressif et d'état stratège. Il s'emploie à reconfigurer des institutions et des modes de régulation pour partie modelés en fonction des rapports de force issus de la deuxième guerre mondiale et qui avaient donné cours, du moins dans les pays les plus développés au plan économique, à cette forme de capitalisme plus ou moins domestiqué.

Sous couvert de réformes qui ne sont que contre réforme, il se transforme désormais par désengagement et privatisation d'un grand nombre de ses fonctions mais aussi par redéploiement stratégique de ses institutions.

L'Etat libéral intervient beaucoup - et parfois comme c'est le cas aujourd'hui à rebours de sa propre idéologie dès lors qu'il y a péril en la demeure - pour remodeler les espaces institutionnels dans lesquels se nouent les rapports sociaux : régulation du marché et du droit du travail, redéfinition marchande des mécanismes de protection et de sécurité sociale, rapports entre le juridique et le répressif (criminalisation des actions et des acteurs sociaux), espaces médiatiques et culturels, pratiques sportives, école et formation, etc...

Son omniprésence pour imposer une « bonne gouvernance » en ces domaines va de pair avec une volonté de réduction et de transformation de l'espace public qui est de moins en moins un lieu de confrontation ouvert sur de vrais débats. A l'inverse, il tend à se réduire à un lieu de distinction et de valorisation du capital symbolique et matériel avec ses droits d'entrée, ses codes, ses us et coutumes sciemment marqués.

Comment résister à un tel rouleau compresseur et que faire de l'état capitaliste ? Révolutionner la société implique de resocialiser très largement les fonctions et les modalités de fonctionnement d'un tel état.

Une première bataille doit se mener pour changer la perspective et le regard : nommer et démystifier les stratégies de l'adversaire, en montrer clairement la finalité réactionnaire. Mais l'arme de la critique ne suffit pas.

La resocialisation des fonctions de l'état au service du plus grand nombre est affaire de pratique sociale et doit devenir l'affaire de tous.

La transformation instrumentalisée et par en haut de l'état a en effet échouée. Dans sa version réformisme elle conduit à occuper les places et les rouages tout en continuant à les faire fonctionner aux mêmes fins. En occupant le sommets de l'état, ils n'ont pas changé le pouvoir. C'est le pouvoir qui les a changé.

Mais la transformation « révolutionnaire » dirigée de l'état en brisant sa machine bureaucratique et militaire.. pour en reconstruire une dont les rouages seraient censés servir à d'autres fins n'a pas connu d'issue plus heureuse dans l'histoire réellement existante. La vision instrumentale qu' a légué le léninisme quant à la lutte politique par rapport à l'état est grosse de dérives et de points aveugles. Si elle entend bien utiliser l'énergie de « ceux d'en bas » pour pousser les feux de la révolution avant la prise du pouvoir, c'est pour ensuite canaliser les initiatives dans les institutions étatiques dans un sens conforme aux vues du parti dirigeant. Si l'état capitaliste sert in fine l'exploitation de l'homme par l'homme, l'état « ouvrier » ou « populaire » dans ses versions soviétiques ou issues des luttes de libération nationale a surtout permis de réaliser l'opération symétrique : l'exploitation des mêmes par ... d'autres hommes, le remplacement des capitalistes par des bureaucrates. L'état bureaucratique s'est alors substitué à l'état capitaliste en faisant perdurer les rapports de domination, de subordination et d'exploitation.

Changer de regard sur l'état implique donc de changer également de pratique et de commencer dès aujourd'hui et non pas à la veille ou l'avant veille du grand soir à faire fonctionner les choses autrement. Car transformer l'état, son rapport à la société et aux citoyens, cela s'apprend, s'expérimente, se discute. Changer les institutions « instituées » en institutions « instituanes » est une mutation que nous proposons en tous cas d'assumer.

C'est dans cette optique que l'on peut concevoir, en lien avec les nouvelles formes d'appropriation sociales évoquées plus haut, des espaces publics et politiques autonomes et autogérés. Il ne s'agit pas ici d'indiquer a priori et à froid les formes précises qu'ils pourraient prendre, leur domaine de validité ni l'étendue de leur pouvoir. Il nous semble cependant qu'ils pourraient avoir vocation à faire un pont entre l'économique, le social et le politique qui forment aujourd'hui des instances trop fortement cloisonnées, du moins pour « ceux d'en bas » (Ceux d'en haut ont le mode d'emploi et les dispositions qui permettent de passer de l'un à l'autre...)

Le néolibéralisme accentue aujourd'hui pour la population le phénomène de dépossession du politique de tout impact sur le social et l'économique. Vous pouvez par exemple élire le moindre conseiller général dans votre canton, mais n'avez rien à dire sur la hiérarchie autrement agissante des multinationales ou celle des grandes administrations. Pourquoi ne pas étendre le principe électif aux directions des entreprises et des administrations et donner ce pouvoir à ceux qui travaillent et font vivre ces organisations ? Pourquoi ne pas laisser la possibilité de choisir les orientations et les personnes qui les représentent en toute transparence, établir des règles qui instituent le caractère provisoire (deux à trois ans ?) de ces fonctions et favorisent leur rotations.

L'un des enjeux reste d'arracher les masques de la normalité de l'ordre établi, de changer les regards que l'on porte sur soi et sur les autres au sein des entreprises, des quartiers, des organismes de formation... Rien de ce qui est social et politique ne devrait nous être étranger pour socialiser les fonctions d'un état qui se tient toujours en surplomb des citoyens. L'enjeu est encore d'en faire un « brouillon » de nouvelles relations sociales, de lieux d'apprentissage de l'usage partagé de la parole, de dialogue, de gestion de la différence et de la conflictualité, de communication si le terme n'avait pas été autant galvaudé.

Ainsi doit on pouvoir penser et agir sur la vie collective, en dehors de normes extérieure imposées par l'impératif de valorisation du capital, de ses comptes à cauchemarder debout, de ses fables boursières, de ses délires de toute puissance mais en indépendance par rapport aux institutions étatiques et bureaucratiques.

Du pouvoir politique comme question ouverte

A elle seule bien sûr la multiplication des espaces publics autonomes et de nouveaux modes

d'appropriation sociale que nous appelons de nos vœux- pour indispensable qu'elle demeure et pour révélatrice qu'elle soit également de la richesse multiforme de l'expression sociale de tous - ne suffit pas. Nous ne fantasmons pas sur l'encerclement du mode de production dominant par de tels espaces qui ne manqueraient pas de buter à un moment donné sur les noyaux durs - politiques, répressifs, idéologiques - comme sur les entités économiques et financières toutes puissantes qui opposeront leur efficacité et leur habileté à réduire, contrôler, limiter leur emprise. Ces monstruosité économiques et politiques sont insolubles dans la prolifération et l'extension paisibles d'espaces libérés. De même le politique (et ses instruments financiers et militaires) ne se laisse pas dissoudre dans l'extension du social. Il appelle donc en temps de crise aigue des réponses également stratégiques, politiques, voire militaires aussi appropriées que démocratiquement contrôlées, mais aussi une disponibilité à assumer le saut dans l'inconnu qu'implique toute révolution. On peut dire en ce sens que les réponses politiques ont bien leurs formes et leur logique propres. La part de démocratie directe qui s'exprime dans les espaces précités ne saurait à elle seule prétendre prendre toute la place et faire le travail indispensable de démocratisation radicale des institutions politiques existantes.

Un espace politique plus classique et plus spécifique doit donc exister qui soit issu des mécanismes de la démocratie représentative débarrassée des restrictions bourgeoises, bonapartistes et antidémocratiques : proportionnelle intégrale, processus constituant et assemblée constituante dont le pouvoir exécutif découlerait de façon directe, suffrage universel intégral , citoyenneté accordée à toutes et à tous, etc...

Ces mécanismes politiques qui doivent assurer une prise en compte de l'intérêt général sur la base de propositions des partis et/ ou regroupement citoyens participent bien d'une perspective de gouvernement des travailleurs ou de gouvernement du peuple. Mais ils ne sauraient se substituer à l'auto gouvernement d'espaces publics autonomes et autogérés qui devraient s'ébaucher à partir d'une toute autre architecture sociale. L'un et l'autre sont indispensables pour transformer le champ politique. Il s'agit à la fois d'en reconnaître la spécificité et d'empêcher sa colonisation par les seuls professionnels de la politique. La tension qui résulterait probablement de leur coexistence voir de leur confrontation n'aurait à nos yeux rien de négatif mais contribuerait au contraire à donner à la conflictualité sociale des cadres d'expression adéquats et pluralistes. Quant à savoir lequel de ces pôles politiques devrait être dominant, cette question doit à notre sens et pour l'instant rester ouverte.

En guise de conclusion provisoire

Les quelques points de repère et thèmes de réflexion suggérés ne forment pas l'ébauche d'un programme. Du moins essayent-ils de mettre l'accent sur ce « nouveau » qui reste à inventer ensemble dans le champ politique.

dimensions structurantes du projet que nous avons à bâtir peuvent faire largement accord. Ce projet sera bien sur social, mais aussi écologiste, féministe et altermondialite. Écologiste parce que le rapport social aux écosystèmes doit faire lui aussi l'objet d'une révolution et que l'exploitation sans borne de la nature est aussi destructrice et catastrophique que l'exploitation humaine. Féministe parce que les rapports de domination trouvent encore leur ancrage dans une dénégation et une subordination insupportables et mutilante de la moitié féminine de l'humanité. Altermondialiste et internationaliste enfin parce que si un autre monde est possible, c'est à la condition que soient brisées l'exploitation et la subordination des peuples et des cultures aux impératifs de main mise et de valorisation du capitalisme néo libéral. C'est sur cette dernière dimension que je voudrais terminer mon propos.

Figure nouvelle d'un internationalisme qui a eu tout à la fois ses titres de gloire et fait l'objet d'instrumentalisations plus douteuses, l'altermondialisme est intimement lié à une culture de citoyen du monde. De forums sociaux en rencontres aux quatre coins du monde, il a d'ores et déjà brisé bien des tabous et des barrières nationales, corporatives, partidaires, idéologiques qui empêchaient à cette multitude alternative et bariolée de se rencontrer et d'échanger. Dans ce creuset devenu jusqu'à un certain point un melting pot utile à tous, non seulement des expériences se sont échangées voire coordonnées mais des campagnes planétaires et des mobilisations internationales d'une ampleur insoupçonnables se sont construites (mouvement anti guerre en particulier). Il est trop tôt (et assez controversé) pour dire si ces éléments d'alternative forment un socle suffisamment cohérent pour dépasser les cadres de pensée, d'organisation, de façon d'agir particulières. Mais ils sont largement suffisants pour les interpréter comme une promesse politique qui nous relie et nous invite à travailler ensemble. Paraphrasant une formule ancienne, ils pourraient nous faire dire : unitaires et alternatifs de tous les partis et mouvements de toutes les parties d'un monde inter connecté, unissons nous !

C'est à partir de l'échange et la confrontation sans frontière que nous pourrions élaborer une vision commune du futur qui dépasse l'étroitesse des cadres nationaux et ne se limite pas à la conservation des acquis sociaux et démocratiques menacés. Il n'y a aucune raison de laisser à la droite et au néo libéralisme le soin de penser et d'imposer sans nous et pour nous leur vision de l'avenir. Si un autre monde est possible, il doit bien être possible également d'indiquer au moins succinctement lequel et comment y parvenir.

Cette tâche invite à une mutation du regard, de la réflexion et de l'action militantes. Nous devons en particulier nous défaire de cette posture qui a pu inciter à dire parfois que rien ne sera véritablement possible (une sécurité sociale professionnelle, des droits sociaux et démocratiques étendus au logement, à la citoyenneté, à la libre circulation des personnes, etc...) tant que le capitalisme n'aura pas été abattu, l'état bourgeois détruit, la révolution accomplie, le socialisme édifié. Avec Marx disons plutôt que le communisme, ou si le terme gêne un monde émancipé, n'est pas un idéal sur lequel il convient de se régler mais le mouvement qui abolit l'état actuel. Il faudrait donc penser à l'envers : la révolution est possible parce que désirable et construite comme projet collectif parce qu'elle actualise les virtualités contenues dans nos révoltes, nos résistances, nos espérances bien sûr, mais aussi celle présentes dans des espaces de vie socialisés partiellement émancipés et modelés par nos aspirations, qu'elle prolonge des conquêtes et réformes partielles gagnées par les luttes. Troquer donc le : « rien n'est possible aussi longtemps que... » pour un « tout est possible à condition de... »

Il n'est pas trop tôt pour commencer. Comment passer du spectre défait ou trahi du changement progressiste à la recomposition d'une alternative globale désirable et partagée par le plus grand nombre, comment la nommer et la décrire de façon simple et compréhensible par tous ? Comment actualiser notre programme de transformation sociale ? Comment faire des appartenances multiples et des individualités sociales de chacun un atout et une richesse qui ne divisent pas mais au contraire multiplient les raisons d'agir ? Comment fédérer des pratiques sociales venues d'en bas avec des utopies critiques qui cherchent leur voie ? Comment mobiliser au plus profond des cœurs et des consciences tout ce qui résiste encore à l'utilitarisme mercantile du capitalisme (l'altruisme, l'ouverture à l'autre, le don et la réciprocité, l'amour et l'amitié.....) ? Comment orienter les aspirations et les désirs vers d'autres fins que la jouissance de biens de consommations factices ? Comment favoriser en société le maximum d'expression libérée et de création conjuguées au développement de subjectivités qui ne dominant ni ne mutilent personne ?

Les priorités mises ici en avant éclairent à notre sens la fonction que nous souhaiterions voire assigner au nouveau parti que nous allons inventer ensemble. Nous avons dit ce qu'il ne devait pas ou plus être, un parti dirigeant en particulier. Nous aimerions suggérer pour finir ce qu'il pourrait

devenir : un parti découvreur et rassembleur, un parti chercheur de chemins et organisateur de carrefours, un parti qui expérimente pour inventer.

Notes

[1] Comment articuler les dimensions sociales et politiques de nos combats ? Le débat est ancien. Marx faisait déjà remarquer que « les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers », « qu'ils n'ont point d'intérêt qui les séparent du prolétariat en général » qu'ils « ne proclament pas des principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier ». L'objectif politique se construirait dans et avec le mouvement social

L'histoire du mouvement ouvrier ne permet sur ce point aucune conclusion définitive. On ne peut que souhaiter que s'enclenche le cercle vertueux de la dialectique des conquêtes partielles qui permettent tout à la fois de résister, de s'organiser mieux et plus collectivement, de donner confiance au salariat et d'ouvrir à partir de là une perspective politique. De cette vision dialectique présente chez Rosa Luxembourg comme chez Trotski il convient probablement de prendre ce qu'elle a de meilleur : une conception unitaire et dynamique des luttes et du nécessaire front unique pour rassembler dans l'action toutes les énergies sur des objectifs clairs.

Mais dans cette vision dynamique et conquérante des luttes l'hypothèse d'un dépassement rapide de la lutte des classes économique centrée sur les revendications élémentaires et immédiates, vers la lutte de classes politique posant de manière directe la question du pouvoir et du gouvernement n'a pour l'instant pas été confirmée. Le « système de revendications transitoires » permettant à court terme de mener de l'une à l'autre avec la consolidation d'organes de pouvoir issus de ces luttes (comités de grève, milices d'auto défense, etc....) et débouchant d'abord sur un dualité de pouvoir puis sur la constitution d'un gouvernement « ouvrier et paysan » surveillé de près par la mobilisation sociale, reste un schéma idéal qui n'a jamais véritablement fonctionné.

[2] Nous avons bien conscience que la notion d'expérimentation en politique est sujette à interrogation et débat. Dans une contribution récente destinée à l'Université d'été d'Attac , Philippe Corcuff (avec qui nous ne partageons pas en revanche l'appréciation sur l'actualité et la pertinence de la référence « social démocrate ».. même radicale) note avec justesse que « *L'expérimentation, c'est la voie de la démocratie et de la pluralité dans un espace de contradictions et de conflits assumés comme positifs. Pour l'exploration de nouveaux mondes possibles, l'initiative individuelle et collective, distinguée d'un « esprit d'entreprise » exclusivement mercantile, est indispensable. Le jeu des essais et des erreurs innervent des pratiques politiques qui ne peuvent plus compter sur des garanties définitives (comme Dieu, le Progrès ou la Science) mais seulement sur des repères révisables (des valeurs issues de la tradition, des apprentissages nés de l'expérience et des intuitions utopiques).* »

Elle supposera un droit à l'expérimentation dont il convient de définir ensemble les contours et les modalités d'exercice mais qui ne saurait être trop chichement mesuré.

□ Mais l' idée même d'expérimentation va au-delà : il s'agit d'être en mesure une fois l'expérience menée de réfléchir collectivement à sa signification et aux conclusions à en tirer. Si la notion d'expérimentation ainsi conçue s'oppose aux a priori dogmatiques et suffisants et à tous ceux qui savent et agissent sans penser, elle se situe également aux antipodes d'un empirisme plat qui attendrait que les choses se passent avant d'oser penser et agir. Il ne s'agirait alors que justification à posteriori et d'une forme de sagesse du lendemain de peu d'utilité.

L'expérimentation suppose au contraire de savoir et de vouloir poser des hypothèses et de les confronter au déroulement des événements, de mesurer les écarts, de corriger et d'enrichir ses représentations comme ses schémas d'action, à la fois pour comprendre mieux et pour agir plus efficacement.